Méthodologies, hypothèses et sources du Plaidoyer pour l'investissement

Introduction

Vous trouverez ci-dessous la liste des documents de référence et les sources des données utilisés dans le document: *250 millions de raisons d'investir dans l'éducation*

(page 4): Selon certaines estimations, 250 millions d'enfants dans le monde n'atteignent pas la 4e année du cycle primaire ou, s'ils l'atteignent, ne possèdent pas le niveau minimal d'acquis scolaires, et parmi eux, 57 millions d'enfants ne sont pas scolarisés. UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture). 2014. *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2013/4. Enseigner et apprendre : Atteindre la qualité pour tous.*. Paris: UNESCO. http://unesdoc.unesco.org/images/0022/002256/225660e.pdf

(page 4) : ONU (Organisation des Nations Unies). *Initiative mondiale pour l'éducation avant tout. Initiative mondiale du Secrétaire général de l'ONU pour l'éducation* New York : ONU. http://www.globaleducationfirst.org/files/GEFI_Brochure_ENG.pdf

(page 5) : Une contribution de 3,5 milliards de dollars au Fonds du GPE permettrait de mobiliser 16 milliards de dollars de financements nationaux. Grâce à cet accroissement des ressources collectives, les objectifs proposés pourraient être atteints.

(page 5) : Le nombre d'enfants représentés correspond au nombre d'élèves dont la scolarité peut être financée par le GPE pendant une année. À terme, cet indicateur fournira une mesure agrégée du concept d'« année-élève » qui désigne le soutien apporté par le GPE tout au long de la durée des financements accordés. En moyenne, le GPE peut financer une année de scolarité pour 7,3 millions d'enfants, dont 6,7 millions dans le primaire et 0,7 million dans le premier cycle de l'enseignement secondaire. Parmi eux, 5,9 millions vivent dans des États fragiles et touchés par un conflit.

(pages 6 and 7) : Références sur les bénéfices de l'investissement et les coûts de l'absence d'investissement dans l'éducation :
UNESCO. 2012. *L'alphabétisation et la paix*. (p. 3) http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/ED/pdf/NotesLiteracy-Peace.pdf
UNESCO. 2011. *L'éducation, ça compte. Vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.* Paris : UNESCO. (p. 6, 8 et17)
http://unesdoc.unesco.org/images/0019/001902/190214e.pdf
IFPRI (Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires). 2005. *Les femmes ou la clef de la sécurité alimentaire.* Washington, D.C. : IFPRI. (p. 2)
http://www.ifpri.org/sites/default/files/pubs/pubs/ib/ib33.pdf

UNESCO (n.d). *L'éducation écarte le spectre de la faim*.
http://www.education-transforms.org/fr/
UNESCO. 2014. *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2013/4. Enseigner et apprendre : Atteindre la qualité pour tous*. Paris : UNESCO. (p. 24 et 29)
http://unesdoc.unesco.org/images/0022/002256/225660e.pdf
Burnett, Nicholas, Anne Guison Dowdy and Milan Thomas. *A Moral Obligation, An Economic Priority: The Urgency of Enrolling Out of School Children. Doha : Educate a Child.* (p. 32 et 46)
http://www.educateachild.org.qa/temp/EAC_Cobranded_En_Online.pdf
Plan. 2008. *Children in Focus. Le prix à payer. Le coût économique de la non-scolarisation des filles*. Woking : Plan Ltd. (p.3)
http://www.planfrance.org/droits-des-filles/rapports/prix-payer-cout-economique-scolarisation-filles/
Soliván, Maribel and Rebecca Winthrop. 2014. *Stealing from the Future : The Urgency of the Global Learning Crisis.*
http://www.brookings.edu/blogs/education-plus-development/posts/2014/02/14-global-learning-crisis-solivan-winthrop
UNESCO (2010). *L'éducation prise pour cible.* Paris : UNESCO.
http://unesdoc.unesco.org/images/0018/001868/186809e.pdf

Le parcours du Partenariat mondial pour l'éducation depuis 2002

(page 8): ONU (Organisation des Nations Unies). 2013. *Un nouveau partenariat mondial : vers l'éradication de la pauvreté et la transformation des économies par le biais du développement durable. Rapport du Groupe de personnalités de haut niveau chargé du programme de développement pour l'après-2015.* New York : Nations Unies. (p.22)
http://www.post2015hlp.org/wp-content/uploads/2013/05/UN-Report.pdf

(page 9): En moyenne, le financement national de l'éducation dans les pays en développement partenaires du GPE a augmenté de 10 % du PIB après leur adhésion. Dans 14 pays en développement partenaires, la parité entre les sexes est atteinte ou en passe de l'être pour ce qui est du taux d'achèvement du cycle primaire, et dans 14 pays en développement partenaires du GPE, un plus grand nombre de filles que de garçons achèvent le cycle primaire.

(page 9): Pour de plus amples informations sur les résultats obtenus par le GPE, consultez : Partenariat mondial pour l'éducation. 2013. *Rapport 2013 sur les résultats de l'éducation. Relever les défis des données, du financement et de la fragilité.* Washington, D.C. : Partenariat mondial pour l'éducation
/fr/content/rapport-2013-sur-les-resultats-de-leducation
Partenariat mondial pour l'éducation. 2013. *Rapport 2012-2013 Éduquer tous les enfants.* Washington D.C. : Partenariat mondial pour l'éducation (p. 11 et 20)
/fr/content/all-children-learning-report-2012-2013
Partenariat mondial pour l'éducation. 2013. *La valeur ajoutée du Partenariat mondial pour*

l'éducation. Washington D.C. : Partenariat mondial pour l'éducation /fr/content/la-valeur-ajout

(page 10) : Pour de plus amples informations sur les contributions versées au GPE par les pays donateurs, consultez : /content/gpe-donor-contributions

(page 10) : Les pays fragiles et touchés par un conflit qui ont rejoint le Partenariat mondial entre 2011 et 2014 incluent les suivants : Burundi, Comores, Érythrée, Nigéria, Ouganda, Pakistan, République démocratique du Congo, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Tchad, et Zimbabwe.

(page 10) : Pour de plus amples informations sur les objectifs stratégiques du GPE, reportez-vous au Plan stratégique 2012-2015 du Partenariat mondial pour l'éducation, disponible sur le site web www.globalpartnership.org

(page 11) : L'évaluation externe est disponible à l'adresse suivante : http://www.campaignforeducation.org/docs/csef/CSEFev_FINAL_REPORTv4_complete.pdf

(page 12) : La moyenne sur trois ans (2012-2014) est de 5,6 millions d'enfants, dont 2,7 millions de filles.

Un partenariat flexible pour le XXIe siècle: les quatre prochaines années

(page 16) : Pour plus de détails, reportez-vous à Board Decision BOD/2014/02-06 — Modèle de financement du Partenariat mondial pour l'éducation pour la période de reconstitution 2015 – 2018.

(page 18) : 34 milliards de dollars : ressources nécessaires pour pérenniser la hausse du taux de scolarisation et d'achèvement de la scolarité dans les pays en développement partenaires du GPE entre 2015 et 2018 (12,8 milliards de dollars pour les écoles primaires et 21,6 milliards de dollars pour les établissements secondaires). Cela représente un déficit de financement annuel de 8,5 milliards de dollars (source : Partenariat mondial pour l'éducation). Pour plus de détails, consultez le document *Estimates and Projections of Unmet Financial Needs. Methodological Notes and Results*.

(Page 20) : Ce chiffre correspond au nombre d'élèves dont la scolarité peut être financée par le GPE pendant une année. À terme, cet indicateur fournira une mesure agrégée du concept d'« année-élève » qui désigne le soutien apporté par le Partenariat mondial tout au long de la durée des financements accordés. En moyenne, le GPE peut financer une année de scolarité pour 7,3 millions d'enfants, dont 6,7 millions dans le primaire et 0,7 million dans le premier cycle de l'enseignement secondaire. Parmi eux, 5,9 millions vivent dans des États fragiles et touchés par un conflit.

Notes de bas de page

1 (page 5) : Ce chiffre correspond au nombre d'élèves dont la scolarité peut être financée par le GPE pendant une année scolaire. À terme, il deviendra un indicateur du concept d'« année-élève » qui désigne les ressources dépensées pour maintenir un élève à l'école pendant un an.

2 (page 8) : Les Entités de gestion et de supervision du Partenariat mondial pour l'éducation incluent l'Agence Française de Développement, la Belgique, le Département pour le développement international du Royaume-Uni, l'Agence suédoise de coopération au développement international, l'UNESCO, l'UNICEF et la Banque mondiale. Les Agences de coordination incluent un certain nombre de ministères de l'Éducation, ainsi que la Banque asiatique de développement, la Banque africaine de développement, le ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce, le ministère canadien des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, DANIDA/le ministère danois des Affaires étrangères, la Société allemande de coopération internationale (GIZ), l'Union européenne, le ministère japonais des Affaires étrangères, New Zealand Aid, la Direction suisse du développement et de la coopération, l'UNICEF, l'UNESCO, le Département pour le développement international du Royaume-Uni, l'Agence des États-Unis pour le développement international, la Banque mondiale et le Programme alimentaire mondial.

3 (page 10) : En tant que nouveau partenaire donateur, la Finlande a récemment signé un accord de contribution avec le Partenariat mondial pour l'éducation à hauteur de 4 millions d'euros (5,6 millions de dollars).

4 (page 10) : D'après les estimations concernant les besoins de fonds pour la période 2014-2017 dans le cadre des cycles actuels de projets prévus, les décaissements du Partenariat mondial devraient enregistrer une augmentation sans précédent de plus de deux milliards de dollars.

5 (page 15) : Les 66 pays partenaires sont les suivants : Afghanistan, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Cabo Verde, Comores, Côte d'Ivoire, Dominique, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Grenade, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Îles Marshall, Îles Salomon, Kenya, Kiribati, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Maldives, Mali, Mauritanie, Micronésie, Mozambique, Myanmar, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République démocratique du Congo, RDP lao, République centrafricaine, République kirghize, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Vincent, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Tadjikistan, Tanzanie, Tchad, Timor-Leste, Togo, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Yémen et Zimbabwe.

6 (page 21) : Objectif guidé par un indicateur sur l'espérance de vie scolaire/% du PIB consacré à l'éducation.

7 (page 21) : Les États fragiles et touchés par un conflit sont pris en compte.